

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Selon les estimations, le PIB réel du Rwanda devrait se contracter de 0,4 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, après avoir augmenté de 9,4 % en 2019. Le commerce, les transports et les services touristiques ont été les secteurs les plus touchés par la pandémie mondiale. La Covid-19 a également nui aux investissements et aux exportations. La hausse des prix des produits alimentaires, alimentée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement régionales et nationales, a contribué à une progression de 6,6 % de l'inflation en 2020. Ce niveau est bien plus élevé que les 2,4 % enregistrés en 2019 et dépasse l'objectif de 5 % fixé par la Banque centrale. La Banque nationale du Rwanda a réduit le taux directeur à 4,5 % en avril 2020 contre 5,0 % en 2019 pour stimuler la croissance, mais le crédit au secteur privé est resté modeste, ayant augmenté de 10,2 % en 2020 contre 12,6 % en 2019. Le faible niveau des recettes fiscales et le niveau élevé des dépenses en matière de santé et de protection sociale ont entraîné un creusement du déficit budgétaire, qui est passé de 7,3 % du PIB en 2019 à 8,3 % en 2020. Le déficit a été financé par des prêts de soutien budgétaire COVID-19 et des dons de partenaires de coopération. La faiblesse des exportations et la réduction des investissements directs étrangers ont entraîné un déficit des opérations courantes équivalant à 16,5 % du PIB en 2020, contre 9,3 % en 2019. Les réserves brutes ont diminué. En 2020, elles pouvaient couvrir 2,4 mois d'importations, contre 4,5 mois en 2019. Le faible niveau des apports extérieurs a contribué à une dépréciation de 4,6 % du franc rwandais par rapport au dollar américain. Le secteur financier reste stable et bien capitalisé, avec un taux d'adéquation des fonds propres de 23,7 % en juin 2020, ce qui est supérieur au seuil réglementaire de 15 %.

Les dernières données disponibles indiquent un taux de chômage de 22,1 % en mai 2020, contre 15 % un an plus tôt. La croissance du chômage témoigne de la fermeture quasi totale de grands secteurs tels que les transports, l'alimentation et l'hôtellerie pendant le confinement. Elle est susceptible d'accroître le taux de pauvreté qui était de 38,2 % en 2017, selon les dernières données disponibles.

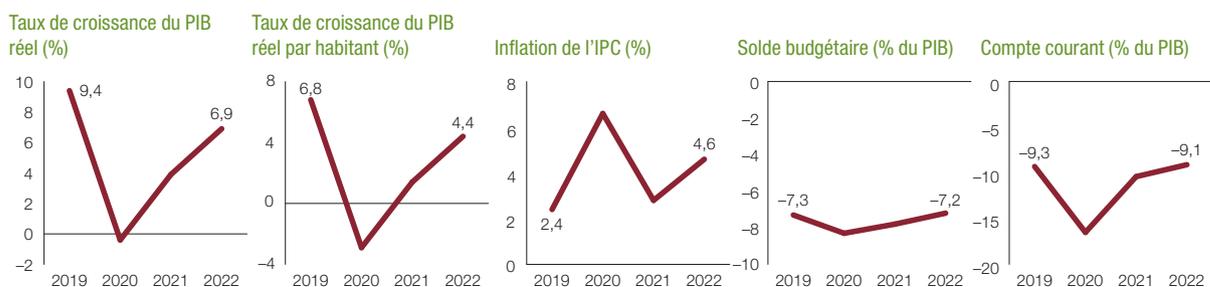
Perspectives et risques

La croissance devrait rebondir en 2021 et 2022, soutenue par un niveau élevé des dépenses d'infrastructures pour l'aéroport de Bugesera et une reprise du secteur du tourisme à

mesure que les effets de la pandémie se dissiperont. La mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) devrait stimuler le commerce intrarégional, ce qui soutiendra la croissance, surtout si le Rwanda augmente sa part d'exportations intrarégionales. L'inflation devrait diminuer pour se situer dans les limites de l'objectif défini par la politique monétaire, à mesure que la réouverture des frontières améliorera l'approvisionnement en produits alimentaires et que les mesures de confinement national seront assouplies. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 7,8 % du PIB en 2021 et à 7,2 % en 2022 en raison d'un assainissement budgétaire prévu au cours de l'exercice 2021-2022. Le déficit des opérations courantes devrait diminuer à 10,4 % du PIB en 2021 et s'améliorer encore pour atteindre 9,1 % en 2022, principalement en raison du lancement des vaccins anti-COVID-19 qui devrait déclencher une reprise du tourisme et des investissements directs étrangers. Parmi les risques de détérioration des perspectives figurent les perturbations commerciales dues à des tensions politiques latentes dans la région, une réduction de la marge de manœuvre budgétaire en raison d'une augmentation de la dette et une résurgence du virus de la COVID-19.

Questions et options de financement

La dette publique du Rwanda s'élevait à 58 % du PIB en 2019 en raison du niveau élevé des dépenses d'investissement dans les infrastructures clés et d'une baisse des flux d'aide. La crise de la COVID-19 a provoqué une augmentation des dépenses liées à la santé et une baisse des recettes fiscales, entraînant une augmentation de la dette publique à 66 % du PIB en 2020, qui devrait atteindre 72 % du PIB en 2021, ce qui est supérieur au ratio d'endettement sûr de 65 %. En prévision, le FMI et la Banque mondiale ont relevé le niveau d'endettement du pays de faible à modéré à partir de juin 2021. Un ajustement budgétaire pressant pour revenir à un ratio d'endettement de 65 % du PIB est nécessaire pour éviter le risque pour le Rwanda de se retrouver dans une situation de surendettement élevé. La transition prévue vers une croissance tirée par le secteur privé, l'utilisation de stratégies de financement mixte et de réduction des risques pour financer les projets d'infrastructures, le recours aux réserves et la renégociation de la dette permettront d'éviter de surcharger le bilan public. Le renforcement des capacités en gestion des risques budgétaires liés aux partenariats public-privé devrait être prioritaire pour soutenir une stratégie d'assainissement budgétaire.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.